

**Le monde penche du mauvais côté**  
**Conférence, Toulouse 18 mars 2025**  
**Jean-Marie Harribey**

**La toile de fond**

Impasse de l'accumulation du capital ;  
Épuisement d'un modèle de développement productiviste ;  
Menaces sur le vivant et réchauffement du climat ;  
Déstabilisation des bouts de démocratie qui existent ici ou là par la montée des forces d'extrême droite ; remise en cause de l'État de droit ;  
Avènement idéologique de la post-vérité où le mensonge remplace les faits et où les pulsions et fantasmes remplacent la raison ; simultanément avènement de la pensée libertarienne ;  
La multiplicité des crises, leur imbrication et l'inanité des solutions néolibérales favorisent la radicalisation des dérégulations.

**Bouleversements éco et géopolitiques**

Exacerbation des tensions inter-impérialistes : USA/Russie/Chine qui dégénèrent en guerres ouvertes ; agression russe ; sus aux matières premières, aux terres rares, à la terre ;  
Menaces contre certains territoires : Ukraine, Canada, Groenland, Panama, sans oublier Gaza et la Cisjordanie ;  
Désastres post-coloniaux qui dégénèrent en guerres fratricides, notamment en Afrique ;  
Renversement des alliances géopolitiques ;  
Collusion économique-politique entre géants de la tech et pouvoir de Trump ;  
Rupture contre-révolutionnaire (Miléi, Trump, Poutine...).

**Le fil conducteur**

Quelle cohérence y a-t-il, quel fil conducteur peut-on trouver entre tous ces phénomènes dans un labyrinthe mondial chaotique ? Pire, la question a-t-elle un sens ?

Il fut un temps où le fil d'Ariane était évident : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », disait Jaurès à la veille de la Première guerre mondiale.

Il reste incontestablement beaucoup de vrai dans cette accusation. Mais suffit-elle aujourd'hui ? Autrement dit, l'accumulation du capital et la lutte des classes expliquent-elles à elles seules l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la colonisation violente de la Cisjordanie par Israël, la tentation de la Chine sur Taïwan, etc. ? Sans parler de la volonté trumpienne de s'appropriier le Groenland, le canal de Panama, voire le Canada.

Les ressources, les terres dites rares, la terre tout court, en Afrique et ailleurs, sont toujours convoitées par les plus forts qui sont, comme par hasard, à la tête des plus grandes firmes capitalistes. Mais comment discerner ce qui relève de la recherche du profit à tout prix et ce qui relève de la volonté de puissance ? Comment s'articulent les contradictions économiques et les explosions géostratégiques sur fond d'épuisement de la planète ?

La réponse à ces questions ne va pas de soi. Il y a un paradoxe étonnant : entre Trump et les dirigeants des grandes firmes, cela a l'air d'une lune de miel, alors que les droits de douane que veut instaurer Trump vont frapper les produits que ces firmes font fabriquer à l'autre bout du monde avec des salaires de misère. Les patrons des GAFAM seraient-ils cinglés ou inconscients ?

De les savoir inconscients serait presque réconfortant si, en face, de notre côté, à gauche pour le dire vite, disons dans le camp de l'émancipation humaine, il y avait une corde d'arrimage, quelque chose qui nous fasse tenir bon au rocher, au rocher de la vie, au rocher de l'humanisme.

Or, au fur et à mesure de l'éclatement des contradictions dans la réalité, ont éclaté aussi les catégories de pensée, les trames théoriques pour rendre compte de cette réalité.

L'un des sujets qui me paraît avoir été le plus déserté, le plus abandonné par les forces politiques et les réflexions intellectuelles au cours des quatre dernières décennies est le travail.

C'est de lui que je voudrais partir en faisant l'hypothèse que, en tirant ce fil, toute la pelote des contradictions et des difficultés présentes viendra. Notamment apparaîtra la double contradiction sociale et écologique du capitalisme contemporain qui est la toile de fond des bouleversements géopolitiques actuels.

## I. Fausses pistes sur le travail

### 1) La fin du travail ?

Il y a une trentaine d'années, deux idées ont envahi les discours prétendument de gauche ou progressistes au sujet du travail. La première était la fin du travail, théorisée notamment par Jeremy Rifkin<sup>1</sup>. Elle fut popularisée au moment où les nouvelles techniques d'information et de communication se répandaient dans toutes les entreprises, au moment aussi où le chômage explosait, en établissant une corrélation, sinon une causalité entre le premier et le second phénomène. Cette idée était fautive dès le départ, mais elle n'en est pas moins restée en filigrane des discussions sur le travail pendant les trois décennies suivantes jusqu'à aujourd'hui.

Pourquoi l'idée de la fin du travail était-elle fautive ? D'abord on ne savait jamais, chez ses propagandistes, s'il s'agissait du travail lui-même ou du travail salarié. Or, à l'échelle mondiale, l'emploi salarié n'a jamais été aussi important, vu sous l'angle du nombre d'emplois, dès lors que que le capitalisme et la soumission de la force de travail au régime prolétaire se sont étendus.

En France, le nombre d'emplois augmente sur le long terme, et le nombre d'heures travaillées est à peu près stable entre 42 et 43 milliards d'heures de travail rémunérées par an.

Statut ou secteur	Variation annuelle (milliers)						Effectifs (milliers et %)	
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2023	
<b>Emploi salarié</b>	<b>+147</b>	<b>+385</b>	<b>-54</b>	<b>+882</b>	<b>+349</b>	<b>+158</b>	<b>27 021</b>	<b>88,9</b>
privé	<b>+174</b>	<b>+351</b>	<b>-82</b>	<b>+800</b>	<b>+353</b>	<b>+98</b>	<b>21 022</b>	<b>69,1</b>
public	<b>-27</b>	<b>+34</b>	<b>+28</b>	<b>+22</b>	<b>-4</b>	<b>+60</b>	<b>5 999</b>	<b>19,7</b>
Agriculture	+7	+7	+7	+7	+2	-1	272	
Industrie	+11	+27	-28	+41	+38	+36	3 268	
Construction	+35	+57	+53	+49	+14	-12	1 570	
Tertiaire marchand	+125	+248	-156	+669	+270	+51	13 371	
Tertiaire non marchand	-31	+46	+71	+54	+25	+84	8 540	
<b>Emploi non salarié</b>	<b>+64</b>	<b>+99</b>	<b>+60</b>	<b>+160</b>	<b>+96</b>	<b>+80</b>	<b>3 393</b>	<b>11,1</b>
<b>Emploi total</b>	<b>+212</b>	<b>+483</b>	<b>+6</b>	<b>+982</b>	<b>+444</b>	<b>+238</b>	<b>30 414</b>	

Insee, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7767041?sommaire=7767424>

À noter que l'emploi industriel a baissé relativement à l'emploi total, mais pas de manière absolue. C'est là qu'un premier paradoxe surgit : sur le long terme, l'emploi ne recule pas mais le chômage augmente. Pour lever ce paradoxe, il faut tenir compte d'abord du paramètre taille de la population en âge de travailler (population active), et ensuite de la relation entre les quatre variables que sont l'évolution de la production,

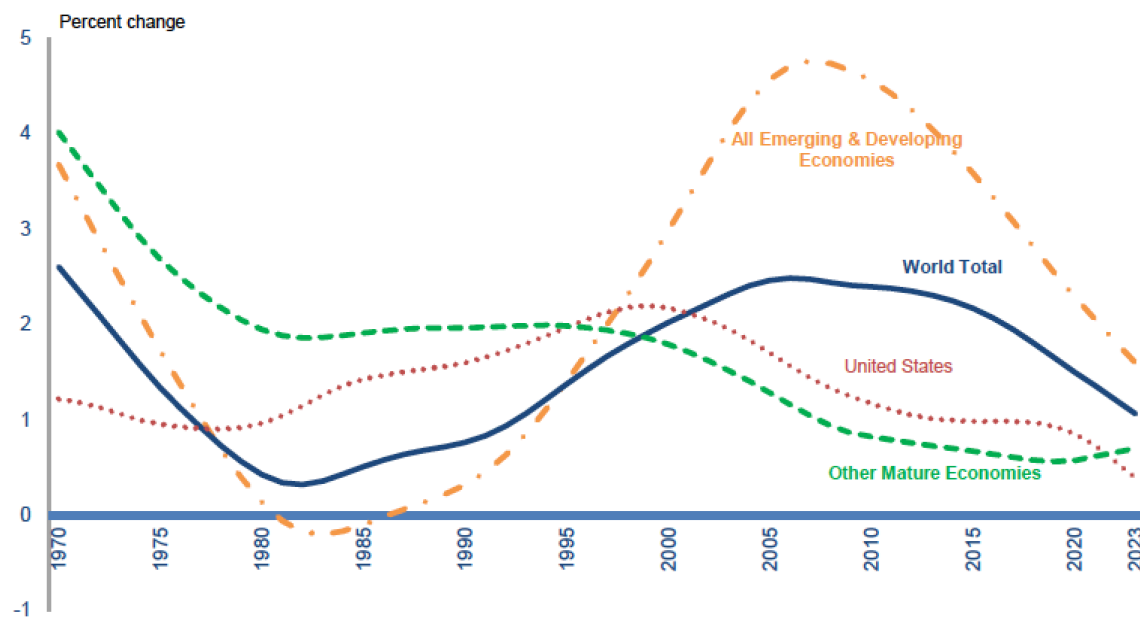
<sup>1</sup> J. Rifkin, *La fin du travail*, 1995, Paris, La Découverte, 1996.

<sup>2</sup> En 2002, 33 % des Français se percevaient en déclassement ; aujourd'hui, 58 %. F. Miquet-Marty, « Ces révolutions

celle de la productivité du travail, celle de la quantité d'heures de travail effectuées et celle du temps de travail moyen de chacun.

C'est ainsi qu'on peut expliquer que, au cours des années récentes, le taux de chômage ait reculé en France : parce que, en défit d'une faible croissance économique, le nombre d'emplois n'a pas reculé pendant que la productivité a vu sa progression s'arrêter, voire a reculé ponctuellement. Ce phénomène est devenu mondial.

CHART 1: Trend growth of GDP per Person Employed using HP filter, Major Regions, 1970-2023

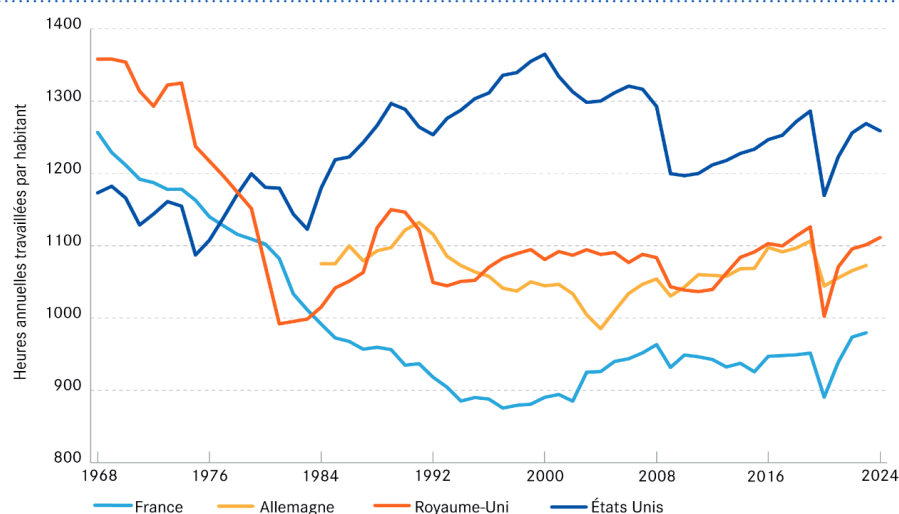


Source: The Conference Board Total Economy Database™ April 2023.

Notes: Trend growth rates are obtained using HP filter, assuming lambda=100.

Le temps de travail en France est présenté comme très inférieur à celui dans les pays voisins. C'est faux.

Graphique 1. Nombre d'heures annuelles travaillées par habitant (1968-2024)

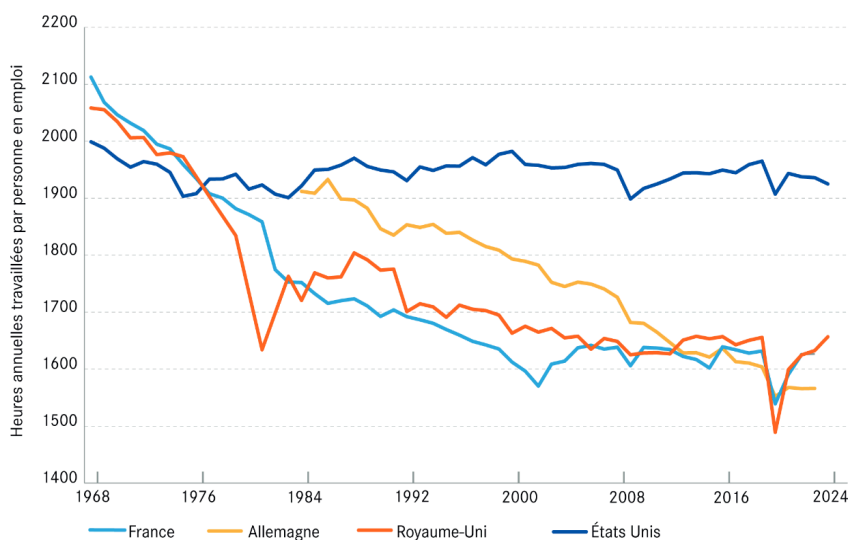


Note: Nombre moyen d'heures annuelles travaillées estimé sur l'ensemble des 16-74 ans.

Lecture: En France, en 2023, un habitant de 16 à 74 ans travaille en moyenne 980 heures par an. C'est environ 100 heures de moins qu'en Allemagne où la moyenne est à 1 070 heures par habitant et qu'au Royaume-Uni où la moyenne est à 1 100 heures. Les États-Unis se trouvent bien au-dessus, avec une moyenne de 1 270 heures travaillées par habitant.

Sources: Enquêtes emploi (France, Royaume-Uni, Allemagne), enquête de population (États-Unis).

### b. Nombre d'heures annuelles travaillées par personne en emploi (marge intensive)



**Note :** Moyenne du nombre d'heures annuelles travaillées, estimée sur l'ensemble des individus en emploi parmi les 16-74 ans.

**Lecture :** Dès lors qu'ils sont en emploi, les Allemands, les Britanniques et les Français travaillent à peu près le même nombre d'heures par an, autour de 1 600 heures. Les États-Unis se distinguent des pays européens avec plus de 1 900 heures travaillées par individu en emploi.

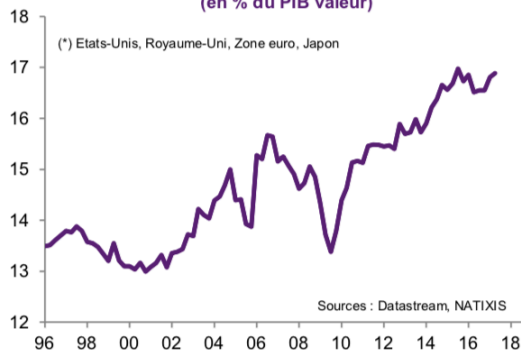
**Sources :** Enquêtes emploi (France, Royaume-Uni, Allemagne), enquête de population (États-Unis)

Source des deux graphiques : CAE, « Objectif « plein emploi » : pourquoi et comment ? », Focus, n° 110, mars 2025, <https://www.cae-eco.fr/staticfiles/pdf/focus-110-plein-emploi-250304.pdf>

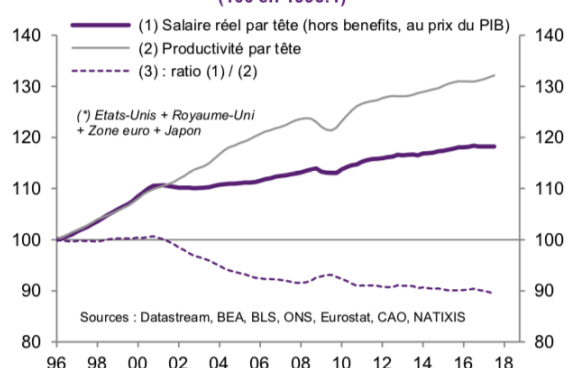
Cependant, si le travail n'a pas disparu, au contraire, il s'est profondément transformé :

- par le biais du management néolibéral de la force de travail : management par objectifs, gestion par le stress, obligation d'adhésion aux valeurs de l'entreprise, évaluation individuelle des performances, donc si vous échouez, c'est un échec par rapport à votre idéal intérieur puisque vous avez intériorisé les objectifs de l'entreprise, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même ; chaque individu en compétition avec les autres est renvoyé à lui-même<sup>2</sup> ;
- et bien sûr par une progression des salaires inférieures à celle de la productivité, aussi faible soit cette dernière ; le résultat est la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée.

**Graphique 3**  
OCDE\* : profits après taxes, intérêts et avant dividendes des entreprises non financières (en % du PIB valeur)

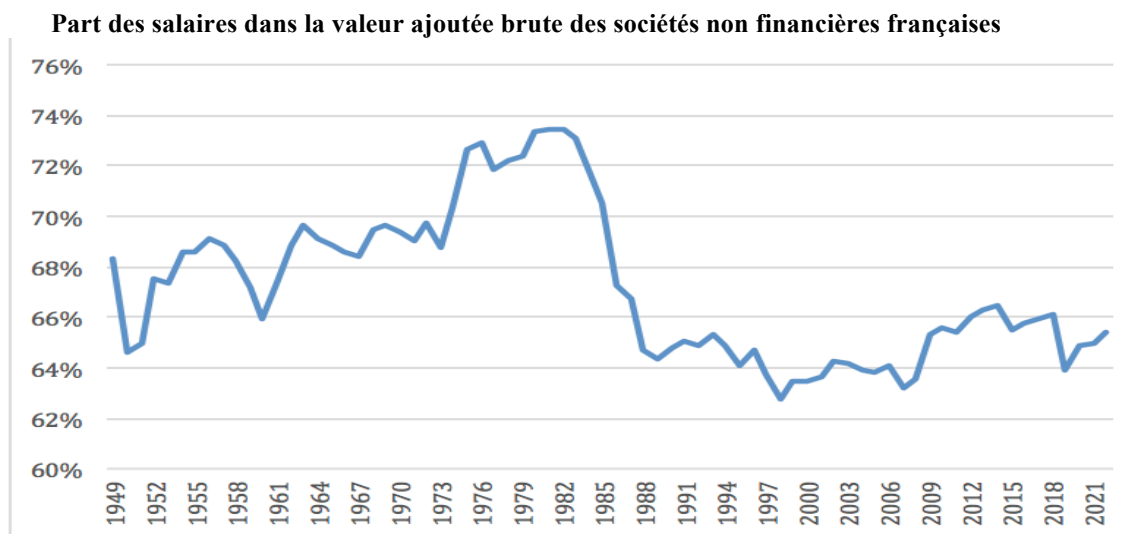


**Graphique 4**  
OCDE\* : salaire réel par tête et productivité par tête (100 en 1996:1)



P. Artus, « La dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx », Flash Économie, n° 130, 2 février 2018.

<sup>2</sup> En 2002, 33 % des Français se percevaient en déclassement ; aujourd'hui, 58 %. F. Miquet-Marty, « Ces révolutions conceptuelles qui affectent l'engagement au travail », *Les Échos*, 17 mars 2025.



Source des données : Insee, comptes nationaux.

T. Dallery, J.-M. Harribey, E. Jeffers, D. Lang, S. Treillet, « La répartition de la valeur ajoutée », Note pour les EA, juillet 2023, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/repartition-valeur-ajoutee-abregee.pdf>.

- Le travail s'est transformé aussi sous l'influence des NTIC avec une polarisation des qualifications et des conditions de travail : travailleurs qualifiés d'un côté, de l'autre déqualification et précarisation.

- Également à cause des délocalisations industrielles vers les pays capitalistes de la périphérie dits en développement.

À ce stade, il est impossible de savoir si l'automatisation et la robotisation vont entraîner la disparition de pans entiers de l'emploi. Aucune étude prospective n'est concluante : entre -47 % d'emplois aux USA selon Frey et Osborne *versus* -16,4 % selon l'OCDE.

Impossible aussi de pronostiquer les conséquences de l'intelligence artificielle sur l'emploi en termes quantitatifs. En revanche, sur le plan qualitatif, plusieurs risques se profilent :

De nouvelles formes d'aliénation du travail se développent à cause de l'obéissance aveugle à des procédures algorithmiques qui vident le travailleur de la maîtrise de son produit, bien plus encore que ne le faisaient les chaînes de production tayloriennes, car il n'y a plus de contact avec la matière première, seulement avec une machine guidée par un programme informatique. Selon le mot de Marx, l'homme devient véritablement un « appendice » de la machine.

Donc, plus qu'une disparition du travail, il s'agit d'un « déplacement » du travail, selon la philosophe Stéphanie Roza<sup>3</sup>, dans le sens d'un déjantement, au sein de plateformes numériques qui dessinent un capitalisme numérique ou un techno-féodalisme comme le dit Cédric Durand<sup>4</sup>.

Ce capitalisme numérique est un capitalisme de captation de rentes par le moyen de la centralisation des données fournies, abandonnées, par les utilisateurs du web et que vendent les plateformes aux annonceurs sous forme de publicités. Captation de rentes sur fond de

<sup>3</sup> S. Roza, *Marx contre les GAFAM, Le travail aliéné à l'heure du numérique*, Paris, PUF, 2024, p. 166.

<sup>4</sup> C. Durand, *Techno-féodalisme, Critique de l'économie numérique*, Paris, La Découverte, Zones, 2020. Recension dans J.-M. Harribey, « Où va le capitalisme ? », 15 nov. 2020, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/ou-va-le-capitalisme.pdf>.

travail des multiples petites mains derrière les écrans des plateformes et non pas du prétendu travail productif des consommateurs.

## 2) La valeur(-) travail en deux questions

J'en viens maintenant à la deuxième fausse idée sur le travail qui s'est imposée médiatiquement à propos d'une soi-disant disparition de la valeur(-)travail, sous l'impulsion notamment en France de la sociologue Dominique Méda, autrice d'un best-seller en 1995, *Le travail une valeur en voie de disparition*<sup>5</sup>. Cette idée est en miroir de celle de la fin du travail. Et elle est à l'origine d'un quiproquo, d'un malentendu et finalement d'un contresens qui est répété à l'envi jusqu'à nos jours.

L'expression valeur(-)travail doit être entendue en deux sens. Valeur-travail  $\neq$  valeur travail.

Le premier est celui issu de l'économie politique fondant la valeur des marchandises sur la quantité de travail socialement nécessaire à leur production, et reformulée de manière critique par Marx pour en déduire la critique de l'exploitation de la force de travail. Théorie dite donc de la valeur-travail, niée par la théorie dominante en économie, et oubliée par tous les bien-pensants de gauche. À ce sujet, les intellectuels de la bourgeoisie, eux, ne s'y trompent pas : ils savent que la valeur ajoutée qu'il faut se partager vient du travail et de lui seul ; avez-vous entendu parler qu'il fallait faire tourner les machines ou l'argent plus longtemps pour payer les retraites, non, il faut faire travailler les travailleurs plus longtemps.

Une fois clarifié ce premier sens de la valeur-travail intervient le second sens de « valeur travail ». Tandis que l'idéologie économique dominante a toujours nié que le travail était à l'origine de la valeur ajoutée dans l'économie (au sens précédent de la théorie dite de la valeur-travail venue de l'économie politique, reformulée par sa critique marxienne), depuis la révolution industrielle, la bourgeoisie s'est attachée à magnifier le travail en tant que valeur morale (la « valeur travail »), avec quelques réminiscences des croyances religieuses, notamment celle issue de Luther qui voyait dans le travail le seul moyen de réussir, et plus encore celle de Calvin qui considérait la réussite matérielle comme le signe d'une prédestination divine au salut éternel<sup>6</sup>. Il n'est pas surprenant alors que l'injonction à travailler davantage soit devenue le maître mot des réformes antisociales entreprises sous l'ère du capitalisme néolibéral, tout en dégradant souvent les conditions de travail et en dévalorisant matériellement et symboliquement les tâches les plus pénibles et donc ceux, et surtout celles, qui les accomplissent.

Ainsi, nous devons être capables de débrouiller l'incroyable embrouillamini dans lequel se mêlent les illusions de Rifkin ou de la première Méda (car elle a changé d'avis depuis<sup>7</sup>) et les délires anti-travail de Sandrine Rousseau<sup>8</sup>. Débrouiller cela parce que derrière l'idée de déclin de la valeur travail au sens éthique se glisse le refus de la valeur-travail comme théorie socio-économique fondamentale de la critique du capitalisme.

<sup>5</sup> D. Méda, *Le travail une valeur en voie de disparition*, Paris, Éd. Aubier, 1995.

<sup>6</sup> Max Weber avait cru en tirer une corrélation avec la naissance du capitalisme, voire une causalité de celle-ci.

<sup>7</sup> En fustigeant ceux qui « déplorent le déclin de la valeur travail », qui n'est que la reprise de son propre slogan d'il y a trente ans : D. Méda, *Alternatives économiques*, 1<sup>er</sup> février 2025.

<sup>8</sup> Voir dans *Politis*, n° 1841-1842-1843, 19 décembre 2024.



Si on avait le temps, on pourrait aussi montrer que les deux idées fausses de la fin du travail et du déclin de ladite valeur travail ont nourri toutes les justifications du revenu d'existence dont on se demande bien d'où il proviendrait sinon du travail collectif.

Lorsque naît l'écologie politique dans les années 1970-1980, elle se détache du marxisme, notamment en France avec André Gorz et René Dumont, et elle abandonne plus ou moins la question du travail au motif du rejet du productivisme industriel. Mais la critique artiste du capitalisme, c'est-à-dire qui est située dans les représentations culturelles, dans le monde des idées, sera récupérée par le système pour briser les protections sociales laborieusement construites. En se coupant des rapports sociaux de production et en oubliant que les représentations culturelles sont contenues dans les rapports sociaux, on fait disparaître les classes sociales et les classes populaires deviennent invisibles au fur et à mesure que la réalité du travail est niée<sup>9</sup>.

Contre toutes ces fausses pistes, il faut reprendre le double projet de critique de l'aliénation du travail et de réhabilitation de celui-ci en lui donnant du sens et du pouvoir. Heureusement, aujourd'hui, beaucoup d'enquêtes sociologiques vont dans cette direction, même celles de Méda. Pendant que les travailleurs chinois sont confinés intra-muros, que l'on découvre la lune en France parce qu'on s'aperçoit de l'existence de travaux essentiels, notamment sur le soin ou l'éducation, souvent accomplis par les femmes, en de multiples endroits resurgit une aspiration que l'on pensait oubliée à jamais : donner un sens au travail, c'est-à-dire en redéfinir les finalités. Cela se manifeste par des résistances à sa dégradation et par un phénomène en recrudescence : les démissions, nombreuses aux États-Unis, mais aussi en Europe et en France, même si le phénomène y est moins important. Comme l'écrivent Thomas Coutrot et Coralie Perez, le refus n'est pas celui du travail en soi mais celui du « travail insensé, un travail mutilé de son potentiel d'émancipation par le management financiarisé »<sup>10</sup> ; à rebours de la présentation faite par le rapport de la Fondation Jean Jaurès sur la prétendue « flemme » des Français<sup>11</sup>, cette thèse étant un bel exemple de l'abandon des classes populaires par la gauche social-libérale.

On dépasse alors la revendication d'amélioration des salaires et du pouvoir d'achat, toujours nécessaire bien entendu pour les plus pauvres, pour atteindre le cœur du pouvoir de décider de sa vie, tant sa vie personnelle que la vie en collectivité. En deux siècles et demi de

<sup>9</sup> J.-M. Harribey, « L'invisibilisation des classes populaires », *Les Possibles*, n° 38, Hiver 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/invisibilisation-classes-populaires.pdf>.

<sup>10</sup> T. Coutrot et C. Perez, *Redonner du sens au travail, Une aspiration révolutionnaire*, Paris, Seuil, 2022.

<sup>11</sup> J. Fourquet et J. Peltier, « Grosse fatigue et épidémie de flemme », novembre 2022.

capitalisme industriel, les prolétaires n'ont jamais cessé d'outrepasser les consignes et les injonctions sur les gestes de travail à accomplir. Comme Marx l'avait pressenti, T. Coutrot et C. Perez expliquent que « le travail vivant est ce qui, dans l'activité de travail, échappe toujours à la conception abstraite et routinière à laquelle l'organisation capitaliste cherche à réduire le travail : [c'est donc] au cœur de l'activité de travail [que] se loge un pouvoir d'agir qui, en dépit des tentatives répétées du management, n'est pas entièrement éliminable ».

Autrement dit, ce bon vieux Marx avait vu juste quand il pointait l'ambivalence du travail : à la fois aliénant et comme moyen de création et de récréation individuelle et collective de l'humanité par elle-même. En un mot, le travail est aliénant et constitutif de l'être socialisé. Le travailleur produit les biens et services, leur valeur et il se produit lui-même en tant qu'être socialisé. C'est sans doute ce point qu'avait nié Hannah Arendt.

Enfin, un siècle de luttes sociales a permis aussi de créer un secteur monétaire non marchand, dans lequel les travailleurs, soignants, enseignants, chercheurs effectuent un travail productif de valeur pour la société et non pour le capital.

## II. Le rapport à la nature

J'avais dit qu'avec le fil travail, on déroulerait la pelote. Derrière la question du travail il y a celle du rapport de l'humanité à la nature. Or cette question est embriguée et emprisonnée par l'exigence d'accumulation infinie du capitalisme. Et donc en redonnant un sens au travail, on soulève le problème des finalités de l'acte productif : satisfaire les besoins essentiels ou la soif de profit.

On connaît aujourd'hui les différentes facettes de la crise écologique : changement du climat, perte de biodiversité, épuisement des ressources, pollutions multiples de l'eau, de l'air, des sols. On sait aussi que les activités extractivistes ne sont pas ralenties, et que les grands projets inutiles sont encore légion, tels le projet de l'A69. Et on constate le surplace des rendez-vous annuels des COP climat, des COP biodiversité. Bref, à l'échelle mondiale les émissions de GES ne diminuent pas et les banques financent toujours les pétroliers. En Europe, abandon du Pacte vert, pourtant bine timoré, pour la « boussole pour la compétitivité » ; report *sine die* de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises sur le respect de l'environnement et des droits humains.

Au-delà de l'impuissance politique ou du manque de volonté à affronter les périls, il y a au moins deux difficultés à surmonter : économique et plus fondamentalement philosophique.

### 1) Difficulté économique

La première pourrait être la facile à résoudre car elle est simplement d'ordre comptable : il s'agit du financement des investissements de transition écologique. Les besoins de financement sont estimés à hauteur de 5 % du PIB européen, c'est-à-dire environ 850 milliards d'euros par an pendant plusieurs décennies<sup>12</sup>. Mais les 4/5 de cette somme correspondraient à la part des investissements privés. Le rapport Pisani-Ferry-Mafhouz<sup>13</sup>, pour le seul périmètre de l'adaptation au changement climatique de la France, évalue les investissements nécessaires à « un peu plus de 2 % du PIB » pour les dix années à venir, soit 66 milliards d'euros nets (écart par rapport à la tendance actuelle) par an de 2023 à 2030, et à 101 milliards bruts, dont la moitié environ proviendrait de l'investissement public. Dans une Note d'analyse plus récente de 2024, France Stratégie réévalue les besoins d'investissement

<sup>12</sup> Cette estimation est globalement du même ordre que celle du rapport Draghi qui évalue entre 750 et 800 milliards d'euros les besoins d'investissements supplémentaires annuels pour rétablir la compétitivité de l'Union européenne, incluant les besoins de décarbonation. Mario Draghi, « The future of European competitiveness », septembre 2024, <https://urlz.fr/t4Xf>.

<sup>13</sup> Jean Pisani-Ferry et Selma Mafhouz, « Les incidences économiques de l'action pour le climat », France Stratégie, mai 2023, <https://urlz.fr/t4Xh>.



pour les seuls secteurs des transports et du bâtiment à 106,9 milliards bruts<sup>14</sup>. Et elle précise que, en moyenne, 34 % des investissements seront non rentables sur la période 2024-2030.

Aussi bien les rapports Draghi, ceux de France Stratégie que, à l'échelle du monde, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) expriment leur confiance dans les espoirs de croissance verte, ce qui conduit vraisemblablement à une sous-estimation des efforts nécessaires, dès lors qu'une forte croissance ne serait pas au rendez-vous. Mais, aussi importantes soient les ressources à mobiliser, elles sont loin d'atteindre le coût de l'inaction, que la Banque centrale européenne avait évalué à 10 % du PIB en 2100, tandis que le Réseau des banques centrales et des superviseurs mis en place lors du One Planet Summit en 2015 évoquait une perte de 25 %<sup>15</sup>.

Dans son rapport de 2023, l'Agence internationale de l'énergie<sup>16</sup> estime que « Dans le scénario NZE (zéro émissions nettes), les gouvernements devraient financer environ 30 % des 4 200 milliards de dollars de dépenses d'investissement dans les énergies propres nécessaires en 2030 ».

En France, la commission Quinet avait posé en 2009 le principe d'une estimation du prix de la tonne de CO<sub>2</sub> à 30 euros. Dans un nouveau rapport de 2019<sup>17</sup>, elle propose une « valeur d'action pour le climat », c'est-à-dire une valeur que la société décide d'affecter aux actions mises en œuvre permettant d'éviter l'émission d'une tonne équivalent CO<sub>2</sub>. L'Insee reprend cette stratégie établie comme suit<sup>18</sup> :

Années	Valeur d'action pour le climat (en euros 2018)
2023	172
2030	250
2050	750

Sur le plan mondial, l'enjeu est encore plus crucial alors que la COP 29 sur le climat a piétiné pour trouver les 1000 à 1300 milliards de dollars annuels nécessaires pour aider les pays émergents et pauvres à s'adapter au changement du climat. Un objectif de 3 à 4 fois inférieur a été retenu, un maximum de 300 milliards.

L'ampleur des ressources à mobiliser est telle que l'on retrouve la question de la création de monnaie, comme condition d'un développement économique, cette fois-ci de qualité et non productiviste. Après l'échec du marché des permis d'émission mis en place au sein de l'UE en 2005 dans le cadre du Protocole de Kyoto<sup>19</sup>, devant les difficultés pour instaurer des taxes écologiques, et face à la frénésie de la finance pour s'emparer de la gestion

<sup>14</sup> François Belle-Larant, Grégory Claeys et Alain Durré, « Investissements bas carbone : comment les rendre rentables ? », France Stratégie, n° 144, octobre 2024, <https://urlz.fr/taGb>. Les montants nets désignent l'écart entre l'investissement total et celui de la trajectoire tendancielle.business as usual. Les montants bruts sont ceux des investissements verts. À noter que le rapport de Hadrien Hainaut, Maxime Ledez, Maia Douillet et Solène Metayer, « Financement de la transition : quelles marges de manœuvre autour du besoin de financement public ? », I4CE, juillet 2024, <https://urls.fr/AxwnEo>, estime à 71 milliards les dépenses publiques supplémentaires en 2030.

<sup>15</sup> Cité par Attac, « Reprendre la main pour financer la bifurcation sociale et écologique », octobre 2022, <https://urls.fr/sdh3Bb>.

<sup>16</sup> Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook 2023*, 2023, <https://urlz.fr/t4XD>, p. 57.

<sup>17</sup> Alain Quinet, « La valeur de l'action pour le climat, Une valeur tutélaire du carbone pour évaluer les investissements et les politiques publiques », France Stratégie, 2019, <https://urlz.fr/t4Y5>.

<sup>18</sup> Sylvain Larrieu et Sébastien Roux, *Insee Analyses*, n° 98, 5 novembre 2024, <https://urls.fr/Pe64pm>.

<sup>19</sup> En application du Protocole signé à Kyoto en 1997 pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, l'Union européenne a mis en place en 2005 un marché de permis d'émission. Mais en attribuant gratuitement ces permis (jusqu'en 2030, sauf pour l'électricité où il sont mis aux enchères) et en trop grand nombre, le prix du carbone sur ce marché s'est rapidement effondré, enlevant toute possibilité d'incitation à la diminution des émissions. Seule la récession après 2008 a eu pour effet de ralentir le volume d'émissions. Le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières a pour but de remplacer progressivement l'allocation gratuite des quotas d'émission et d'éviter les fuites de carbone (déplacement des industries émettrices de GES en dehors de l'UE pour éviter des normes plus strictes).

des ressources naturelles et faire de celles-ci les supports de nouveaux titres financiers, il est crucial de mobiliser les instruments de la politique monétaire. Au moins quatre directions devraient être prises dès lors qu'on sortirait de l'emprise des marchés financiers et de l'illusion de la finance verte :

- Contrôle par les banques centrales, par leur politique de refinancement, des crédits accordés par les banques pour des investissements privés « propres ».
- Garantie par les banques centrales du refinancement du pôle public bancaire.
- Garantie par les banques centrales des emprunts publics destinés à financer les investissements, notamment ceux liés à la transition.
- Possibilité pour les banques centrales de financer par la création monétaire de tels investissements publics, sous la forme d'un *quantitative easing* écologique, par le biais d'achats ou de rachats de titres émis à cette fin, sans obligation de rembourser et sans intérêt.

Cette difficulté économique peut être exprimée ainsi : comment sortir du piège de la marchandisation et de la financiarisation de la nature ?

La régulation par le marché des biens naturels ou du réchauffement climatique qui est impulsée par les grandes institutions internationales, sous le couvert officiel d'une stratégie de développement soutenable, suppose que soient institués des droits de propriété (Coase, 1960) ou des droits d'usage lorsque l'objet du droit est matériellement inappropriable (comme l'air). Ainsi, dans le cadre du Protocole de Kyoto appliqué au sein de l'Union européenne, des droits d'émettre des gaz à effet de serre sont accordés, quasiment sans limites au regard des besoins. Cette façon de concevoir le développement soutenable entre en contradiction avec les biens communs, parce qu'elle vise à introduire de nouvelles enclosures, avec pour conséquences de rendre les individus et les groupes concurrents et d'en exclure une partie. Ce processus de privatisation-marchandisation s'accroît avec la financiarisation de l'économie mondiale. Celle-ci se déploie à l'égard de la question environnementale dans trois directions.

La première est celle dite de la compensation. Quand une entreprise a un projet de développement qui détruira un écosystème, une « bio-banque » lui propose d'acheter un titre permettant à celle-ci de créer une sorte de zone-musée : ainsi, l'entreprise « *compense volontairement* » la dégradation ou la destruction que son projet occasionne. Les « *obligations catastrophes* » (*cat bonds* en anglais) et autres contrats d'assurances sont donc la contrepartie d'un processus d'appropriation de terres et de ressources. Le marché des obligations dites vertes a atteint 49,5 milliards de dollars en 2024 pour un rendement de 16 à 17 % l'an, après un record de 19,7 % en 2023<sup>20</sup>.

La deuxième direction prise par le processus de financiarisation du vivant est le « *paiement pour services environnementaux* » ou le « *paiement pour préservation des services écosystémiques* ». De nombreux supports existent, allant de la préservation des espaces, des sols ou des biotopes à la régulation du cycle de l'eau, du carbone, voire du climat. Plusieurs questions complexes se posent alors : s'agit-il de rémunérer les « *services rendus par les écosystèmes* » ou par les hommes qui les rendent grâce à leur activité, ou bien encore par les propriétaires des biens naturels ? On ne répond pas de la même façon à ces trois questions car elles renvoient à des conceptions différentes de la propriété : privée, publique ou commune.

Et, peu à peu, se répand l'idée qu'il est possible de réguler les ressources naturelles par l'instauration de marchés spécifiques à chacune d'elles. Après le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre, sont projetés des marchés de droits à pêcher la baleine ou toute espèce de poissons. Les quotas seraient transférables dès lors qu'on peut identifier des propriétaires ou des quasi-propriétaires, et les « *actifs naturels* » deviendraient de nouveaux

<sup>20</sup> <https://urlz.fr/ufQ2>.

titres financiers, avec le risque de spéculation inhérent à ce type de titres.

La troisième direction de la financiarisation du vivant vise à accréditer l'idée que la nature est réductible à du capital, dès lors que des propriétaires ont été identifiés et qu'ils s'attellent à les « protéger », c'est-à-dire à en obtenir une rentabilité. L'argument est que l'homme doit prendre en compte la « valeur économique intrinsèque » de la nature et bien voir qu'elle crée elle-même de la valeur économique : le calcul économique devrait désormais intégrer ces deux données de flux et de stock. Ainsi, le WWF a estimé à 2500 milliards de dollars par an les services rendus par les océans et leur valeur totale à hauteur de 24 000 milliards. Selon l'ONU, la valeur de l'eau est « la somme de valeurs d'usage directe et indirecte, d'option, de transmission, d'existence, de valeur de change, d'utilité, de valeur émotionnelle, relationnelle, résiduelle, etc. » L'ONU fait fi de l'incommensurabilité de ces dénommées « valeurs »<sup>21</sup>.

Le philosophe John Dewey a montré que notion de valeur intrinsèque n'a aucun sens car toute valeur suppose une relation :

*Il y a une ambiguïté dans l'usage des adjectifs "inhérent", "intrinsèque" et "immédiat", qui alimente une conclusion erronée. [...] L'erreur consiste à penser que ce qu'on qualifie ainsi est extérieur à toute relation et peut être, par conséquent, tenu pour absolu. [...] L'idée que ne pourrait être qualifié d'inhérent que ce qui est dénué de toute relation avec tout le reste n'est pas seulement absurde : elle est contredite par la théorie même qui relie la valeur des objets pris comme fins au désir et à l'intérêt. Cette théorie conçoit en effet expressément la valeur de l'objet-fin comme relationnelle, de sorte que, si ce qui est inhérent c'est ce qui est non relationnel, il n'existe, si l'on suit ce raisonnement, strictement aucune valeur intrinsèque. [...] À strictement parler, l'expression "valeur intrinsèque" comporte une contradiction dans les termes. »<sup>22</sup>*

Le journal *Les Échos* du 9 février 2021, moins hypocrite que l'ONU, titrait : « Comment l'eau est devenue un actif financier », et le 7 décembre 2022 : « Le secteur financier s'empare du dossier de la biodiversité », plus récemment encore, le 21 janvier 2025, « Donald Trump et le vrai prix du Groenland : selon, les calculs du *Financial Times*, une juste valorisation du Groenland serait plus proche de 1 100 milliards de dollars. »

L'inanité de ces calculs est évidente, puisqu'ils supposent possible d'additionner des objets non commensurables, confondant la valeur économique qui relève du travail humain et les valeurs d'ordre éthique et politique qui n'en relèvent pas. Mais l'économie dominante se sert de ces calculs pour asseoir le concept de capital naturel, qui prend place à côté de ceux de capital économique, capital social et capital humain, tous capitaux prétendument substituables les uns aux autres.

## 2) Difficulté philosophique

La deuxième difficulté à surmonter est plus complexe car elle est d'ordre philosophique. Elle a été mise en avant par les travaux anthropologiques, notamment ceux de Philippe Descola<sup>23</sup>, qui ont critiqué la vision traditionnelle de la relation que l'homme occidental, l'homme des Lumières, a nouée avec la nature. Y a-t-il une continuité entre les humains et les vivants non humains ? Ou bien y a-t-il une spécificité des uns et des autres ? Le problème soulevé va au-delà de la « rupture métabolique » produite par le capitalisme entre l'humanité

<sup>21</sup> J.-M. Harribey, « Le discours sur la valeur de l'eau ne vaut pas grand-chose », *Blog Alternatives économiques*, 7 avril 2022, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/valeur-eau.pdf>.

<sup>22</sup> John Dewey, *La formation des valeurs (Théorie de la valuation)*, 1981, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2011 p. 108-110.

<sup>23</sup> P. Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005 ; « Pourquoi la "nature" n'existe pas, Les conflits d'usage sont très anciens », *Le Un*, n° 534, 26 février 2025.

et la nature bien anticipée par Marx, car, dans la perspective de Descola, c'est la séparation entre humains et non-humains (animaux et éléments naturels) qui est récusée. D'où les discussions sur le fait d'attribuer des droits à la nature. Plutôt que la position de Bruno Latour, je pense plus cohérente celle de Simone Weil<sup>24</sup> pour qui le devoir prime sur le droit, ou celle de contrat naturel de Michel Serres<sup>25</sup> car il s'agirait non d'un contrat entre les humains et la nature mais entre les humains eux-mêmes sur la nature.

Sur cette discussion s'en greffe une autre : la nature travaille-t-elle ?<sup>26</sup> Autrement dit le concept de travail peut-il être étendu aux animaux, à la terre, aux fleuves, aux océans, etc. ? Auquel cas il faudrait élargir infiniment le concept de travail productif, et par là même celui de valeur. Marx avait répondu catégoriquement : « *La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la valeur du blé.* »<sup>27</sup>

Tous ces sujets méritent discussion et nuances mais je pense vraiment qu'on a intérêt à renouer avec les catégories critiques du capitalisme, tout en sachant que l'utopie du développement illimité des forces productives est totalement et définitivement caduque. Et, en renouant avec ces catégories critiques fondamentales, exploitation du travail, valeur dont le travail est la seule source, validation de ce travail non plus exercé par le seul marché mais par décision politique, définition démocratique du périmètre des besoins collectifs à satisfaire prioritairement, alors on renouvelle beaucoup les termes d'une société post-croissance et post-capitaliste. Les controverses sur la décroissance peuvent être redéfinies.

Les termes de cette discussion ont évolué. D'un côté, les théoriciens de la décroissance acceptent grosso modo que le capitalisme soit en question, même s'il subsiste de leur part des illusions sur le focus tourné vers l'indicateur PIB considéré à tort comme la cause de tout le mal, et sur le fait que la question écologique ne relèverait que de nos visons du monde, de catégories de pensée (idéalisme philosophique). De l'autre, dont je fais partie, la conviction que le croissence doit s'arrêter, au plus vite dans les pays riches, à l'échelle globale au terme d'une période de transition.

Pour conclure, nous sommes à la fois bien et mal armés. Bien armés parce qu'on dispose des outils de pensée pour bâtir collectivement un monde vivable, sous réserves de préserver la recherche sur tous les plans, aussi bien dans les sciences physiques que dans les sciences sociales, mises en cause par les pouvoirs fascisants qui montent dans le monde, et pas seulement aux États-Unis. Mal armés ou insuffisamment armés parce que, au final, tout dépend du rapport de forces, syndicaux, politiques, associatifs, que l'on réussit à bâtir. Bravo pour celui créé contre 50 kilomètres d'autoroute. Cela n'a l'air de rien, mais c'est une victoire politique.

<sup>24</sup> S. Weil, *L'enracinement*, Paris, Gallimard, 1949, p. 9-10,

file:///Users/admin%201/Documents/Dossier%20JMH/Autres/Weil-L'enracinement%20-%20Google%20Books.html, p. 5.

<sup>25</sup> M. Serres, *Le contrat naturel*, Paris, F. Bourin 1990.

<sup>26</sup> J.-M. Harribey, « Sur le livre *Exploiter les vivants* de Paul Guilibert, 15 décembre 2023, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2023/12/15/sur-le-livre-exploiter-les-vivants-de-paul-guilibert>.

<sup>27</sup> K. Marx, *Le Capital*, Livre III, 1894, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968, p. 1430.